

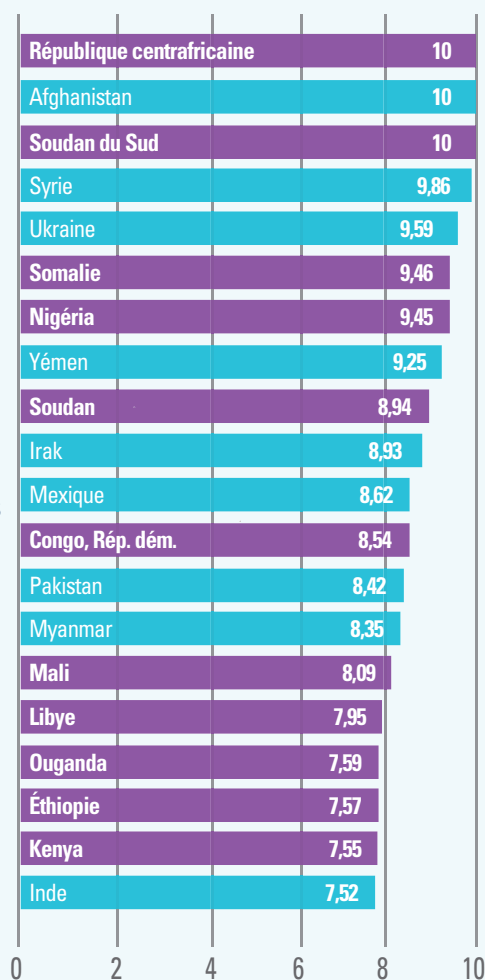
L'intensité des inégalités et la pauvreté sont des facteurs de conflits en Afrique subsaharienne

L'intensité des conflits a baissé de 55 % en 2002 à 24 % en 2011

Parmi les conflits dans le monde, des progrès considérables ont été observés dans les pays suivants :

Seychelles **Zimbabwe**
Cabo Verde **Côte d'Ivoire**

L'Afrique abrite 11 des 20 pays qui présentent les plus fortes probabilités de conflit au monde



Sept faits marquants concernant le lien entre conflits et inégalités en Afrique

- 1 La plupart des pays affichant un indice numérique de pauvreté supérieur à 60 % ont connu des conflits intenses.
- 2 Une gouvernance plus démocratique donne lieu à des sociétés plus pacifiques.
- 3 La polarisation ethnique et religieuse joue un rôle crucial dans la survenue des conflits. Par exemple, une augmentation de 1 % de l'indice de polarisation religieuse pourrait accroître les conflits de 1,19 % à 2,53 %.
- 4 Il est important de mesurer les conflits pour déterminer l'impact des inégalités. Le conflit mesuré au nombre de décès par habitant révèle cet impact ; ce qui n'est pas le cas de l'intensité ou de l'intensité cumulée de conflit.
- 5 Contre toute attente, les conflits en Afrique ne sont pas induits par les inégalités verticales mais par l'intensité des inégalités. Trois des pays les plus stables en Afrique présentent des coefficients de Gini supérieurs à 0,60 (Afrique du Sud, Botswana, et Seychelles).
- 6 La pauvreté multidimensionnelle détermine divers indicateurs de conflits en Afrique.
- 7 Il y a lieu de poursuivre les travaux de recherche sur les inégalités au sein de mêmes groupes de revenus et sur les déclencheurs de conflits.

10

Inégalités et conflits en Afrique : une étude empirique

AYODELE ODUSOLA, AMARAKOON BANDARA, ROGERS DHLIWAYO ET BECAYE DIARRA

10.1 Introduction

Les inégalités et la pauvreté sont des moteurs importants de l'exclusion sociale dont les conflits, les troubles sociaux et l'instabilité sont la manifestation. La prépondérance des conflits dans des sociétés pauvres et inégalitaires a été amplement décrite dans la documentation spécialisée¹. Comme l'avance brièvement Nagel, «...le mécontentement politique et ses conséquences (manifestations, instabilité, violences, révolution) dépendent non seulement du niveau absolu de bien-être économique, mais aussi de la répartition des richesses» (Nagel, 1974:453). Selon la théorie de la courbe en U inversé de Kuznets, un degré élevé d'inégalité de revenus radicalise le prolétariat, accentue la polarisation des classes et diminue la tolérance de la bourgeoisie quant à la participation d'un groupe à faible revenu aux processus politiques et décisionnels (Muller, 1997).

Les inégalités et les conflits créent un cercle vicieux qui tend à se perpétuer et à propager encore plus le sous-développement. Le risque de conflit est plus élevé dans les pays pauvres et inégalitaires que dans les pays riches et moins inégalitaires dans la mesure où un énorme fossé entre le bien-être économique attendu et la situation réelle d'un groupe peut engendrer des conflits². Les sociétés caractérisées par des niveaux élevés de pauvreté, d'inégalité et de chômage sont des terrains propices pour les rebelles et les groupes radicalisés. Et pour autant, la pauvreté et l'iniquité constituent aussi le prix à payer des conflits et d'une instabilité marquée. Les inégalités (liées ou non aux revenus) et non seulement les conflits ont un lien double de cause à effet, mais ils représentent aussi des entraves de taille au développement humain et national. Adopter une approche fondée sur ce lien double implique d'étudier les symptômes et les résultats. En effet, pour rompre ce cercle vicieux, il est essentiel d'analyser les éléments qui engendrent et renforcent les inégalités, ainsi que la façon dont ils influent sur les conflits.

¹ Les différentes dimensions du débat sont largement abordées dans la littérature spécialisée. C'est ainsi que Nagel (1974) se concentre sur la relation entre la pauvreté, l'inégalité et les conflits ; Lichbach (1989) explore les conflits sous l'angle du lien avec la politique, l'économie et l'inégalité ; Cramer (2005) examine les faiblesses théoriques et empiriques des diverses approches, et Willems (2012) étudie le rôle de la citoyenneté et des droits à la propriété pour expliquer la relation entre conflit et inégalité.

² D'après Humphreys (2002), les pays dont le PIB par habitant s'élève à 250 dollars ont 15 % de chances qu'une situation évolue vers un conflit, contre 4 % pour les pays dont le PIB par habitant s'élève à 1 250 dollars ou plus. Sambanis (2004) et Holmqvist (2012) ont également étudié les raisons pour lesquelles les risques de conflits et de guerres civiles sont plus élevés dans des communautés pauvres et inégalitaires. Collier et Hoeffler (2004) ont insisté sur le rôle de l'inégalité des revenus dans la propagation des conflits.

L'inégalité entre les pays et au sein d'un pays, de communautés et de groupes, est un critère essentiel pour mesurer la cohésion sociale. Elle s'accompagne souvent d'un degré de pouvoir qui peut difficilement être ignoré pour évaluer les résultats de développement. La prévalence de l'inégalité est une mesure tout aussi importante de l'exclusion économique et sociale, qui souvent se manifeste par des conflits et une instabilité. Malgré l'avalanche de publications sur la relation entre l'inégalité et les conflits, le débat sur leur corrélation et les effets qui en découlent n'est toujours pas tranché. Ces discussions peu concluantes ont été associées à diverses définitions de l'inégalité et des conflits, différentes méthodologies et des données comparables de qualité limitée sur l'Afrique.

Ce chapitre a pour vocation d'approfondir la compréhension des interdépendances entre inégalité et conflit en Afrique. Il vise à apporter des précisions sur la façon dont des inégalités peuvent provoquer des conflits et à quel moment. Présenter une description détaillée de cette situation en Afrique peut aider à mettre en œuvre des politiques contribuant à empêcher les conflits et les guerres sur le continent. Le chapitre utilise une mesure composite d'inégalité (les inégalités économiques et non économiques) afin d'élargir les perspectives pour mieux saisir la dynamique de la pauvreté et des conflits en Afrique. Cette méthode permettra d'étudier la façon dont sont traitées les inégalités (par l'entremise d'une approche non conventionnelle) afin de développer la cohésion et l'insertion sociales et d'éviter les conflits en Afrique.

Ce chapitre vise à contribuer efficacement à repousser les frontières du débat inégalité-conflit en Afrique et se divise en cinq parties. Après l'introduction, la section 10.2 donne un aperçu et décrit les tendances en matière d'inégalité et de conflits en Afrique. La section 10.3 examine la littérature théorique et empirique consacrée à la relation entre inégalité et conflits. La section 10.4 aborde le cadre de l'analyse et de l'étude empirique de la relation, tandis que la section 10.5 aborde l'importance des stratégies politiques et expose des conclusions.

10.2 Présentation et tendances des inégalités et des conflits en Afrique

L'Afrique a connu deux décennies de croissance économique soutenue, avec une hausse moyenne du produit intérieur brut (PIB) de 4,4 % par an entre 1995 et 2014, en particulier si elle est comparée aux résultats des années 1980 et du début des années 1990. Malgré cette hausse et une baisse des niveaux de pauvreté, les inégalités de revenus sont demeurées à peu près inchangées³.

La proportion d'Africains vivant dans une extrême pauvreté (moins de 1,90 dollar par jour) a continué de se contracter. La proportion de personnes disposant de moins de 1,25 dollar par jour pour vivre en Afrique subsaharienne (SSA) est passée de 57 % en 1990 à 43 % en 2012, soit une baisse de 25 % environ. Avec un plus grand nombre de pays disposant désormais d'enquêtes comparables sur la consommation, le nombre de pauvres pourrait être inférieur aux estimations, à 37 %⁴. Le nombre absolu de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté a cependant augmenté, passant de 280 millions en 1990 à 330 millions en 2012 (Beegle *et al.*, 2016).

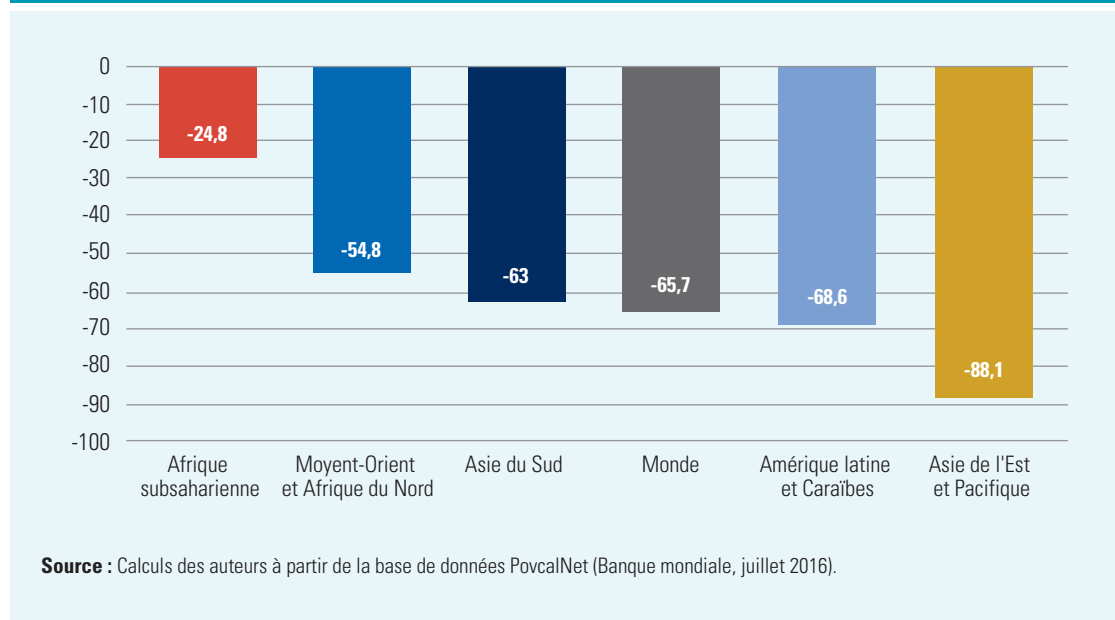
Cette évolution favorable du recul du taux de pauvreté reste marginale par rapport à d'autres régions en développement. Entre 1990 et 2012, la région Asie l'Est et Pacifique a réussi à réduire la pauvreté de 88,1 %, la région Amérique latine et Caraïbes de 68,6 %, et la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

³ Ce constat est fondé sur les dernières estimations de la Banque mondiale, qui reposent elles-mêmes sur un seuil international de pauvreté fixé à 1,90 dollar par jour selon la méthode de parité du pouvoir d'achat (PPA) calculé en dollars américains de l'année 2011, avec une baisse de la pauvreté dont le taux était de 56 % en 1990 contre 43 % en 2012.

⁴ Consulter Beegle *et al.* (2016) pour une analyse détaillée de l'ajustement des tendances de la pauvreté.

de 54,8 % (voir la figure 10.1). Les pays à revenu faible ou intermédiaire ainsi que les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure affichent respectivement une baisse de 66,4 % et 58,2 %. Les progrès remarquables enregistrés en Chine et en Inde ont contribué au résultat mondial de 65,7 %.

FIGURE 10.1 Variation en pourcentage des taux de pauvreté, par région, en 2012



Six pays ont accompli des pas de géant : la Tunisie (79,7 %), la Mauritanie (73,5 %), la Guinée (61,8 %), la Namibie (57,3 %), l'Ouganda (51,2 %) et l'Éthiopie (50,6 %). Quatre autres (le Swaziland, l'Afrique du Sud, le Botswana et le Ghana) sont à moins de 5 points de pourcentage de la cible de réduction de 50 % de leur taux de pauvreté. Néanmoins, la pauvreté s'est aggravée à Madagascar, en Zambie, au Kenya, en Guinée-Bissau, en Côte d'Ivoire, au Malawi et au Maroc, entre autres. Au Kenya et en Guinée-Bissau, il s'agit même d'une régression (plus de 50 %), comme dans d'autres pays (entre 11 et 35 %). Tous les pays qui ont enregistré une hausse du taux de pauvreté présentaient un indice de fragilité de 80 sur 120 points, à l'exception du Maroc, dont le taux de pauvreté (3,12 % de la population) était très faible.

Les progrès ont toutefois été peu sensibles dans les pays fragiles et les zones rurales, et il subsiste un nombre substantiel de personnes vivant dans une pauvreté chronique, dont une large proportion se trouve au Kenya, à Madagascar et au Malawi. Tel que cela est illustré dans Beegle *et al.* (2016), la proportion des personnes qui ont sombré dans la pauvreté est quasiment égale à celles des personnes qui en sont sorties.

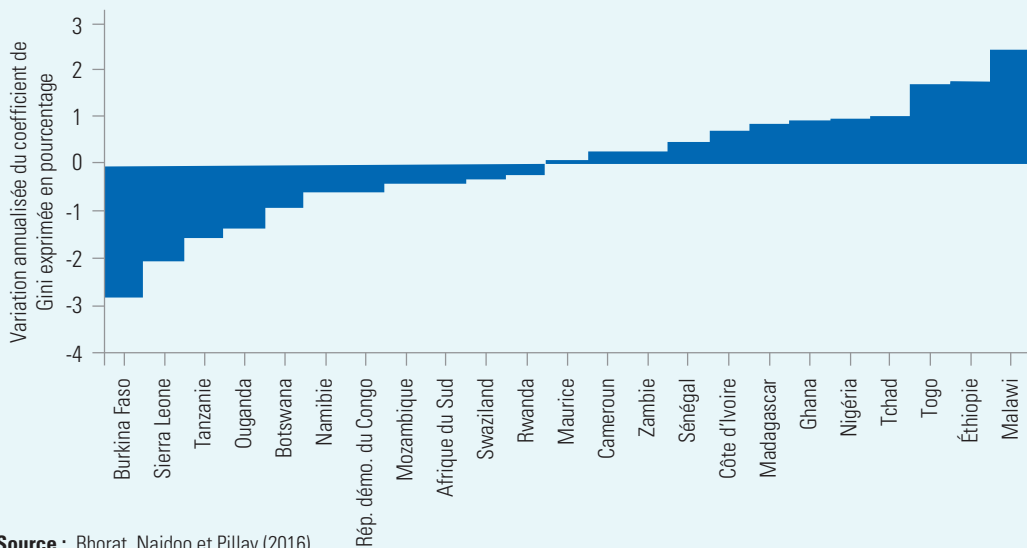
Bien que le rôle des inégalités sur les conflits et la fragilité reste à déterminer (Cramer, 2005), la répartition inégale des revenus affecte la manière dont la croissance économique influe sur la réduction de la pauvreté. La plupart des décideurs politiques en Afrique considèrent que l'inégalité est un défi de développement de taille auquel il convient de s'attaquer directement (Beegle *et al.*, 2016). Dans cette perspective, où en sont les pays en matière d'inégalités⁵?

⁵ Un aspect particulier sur l'inégalité de revenus en Afrique provient du fait que la plupart des pays utilisent des enquêtes portant sur la consommation là où d'autres États s'appuient sur des études concernant les revenus, dont les résultats débouchent souvent sur des inégalités plus élevées.

Faute de données suffisantes, il s'avère difficile d'obtenir une tendance globale crédible pour l'ensemble du continent. Selon une étude de Bhorat, Naidoo et Pillay (2016), les inégalités de revenus ont baissé de près de 11 %, sur la base du coefficient de Gini qui est passé de 0,48 entre 1990 et 1994 à 0,43 de 2010 à 2013⁶. D'après les données concrètes exposées au chapitre 7 du présent ouvrage, sept des 10 pays les plus inégalitaires se trouvent en Afrique (Afrique du Sud, Namibie, Botswana, République centrafricaine, Comores, Zambie et Lesotho). Les incidences sur la moyenne continentale auraient été élevées si la population des pays concernés avait été importante (hormis l'Afrique du Sud et la Zambie qui comptent plus de 5 millions d'habitants). Cependant, lorsque ces valeurs aberrantes servent de données de contrôle, le coefficient de Gini en tant que mesure de l'inégalité des revenus pour l'Afrique soutient favorablement la comparaison avec d'autres économies en développement. Sur les 50 pays les plus inégalitaires du monde, 23 sont situés sur le continent africain, soit 46 % des pays concernés.

L'inégalité de revenus la plus élevée est concentrée en Afrique australe, où le coefficient de Gini est supérieur à 0,5. À noter qu'il est aussi relativement élevé en Afrique centrale. Les résultats en Afrique de l'Est sont mitigés, tandis que l'Afrique de l'Ouest est la moins inégalitaire. Cornia et Martorano (2016) et Bhorat *et al.* (2016) avancent quelques causes historiques profondément ancrées des inégalités sur le continent, en particulier l'accumulation de terres durant la période coloniale. Les plantations à grande échelle en Afrique de l'Est et en Afrique australe, comparées aux systèmes familiaux de propriété foncière en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale expliquent, entre autres, les différences observées sur le plan des inégalités. Les inégalités de revenus n'ont pratiquement pas changé dans la région, car si le coefficient de Gini a baissé dans près de la moitié des pays, il a augmenté dans l'autre. Il a considérablement diminué au Burkina Faso et au Botswana, en Sierra Leone, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda, mais a considérablement augmenté au Malawi, en Éthiopie, au Togo, au Tchad et au Nigéria (voir la figure 10.2).

FIGURE 10.2 Tendances des inégalités de revenus dans les pays d'Afrique



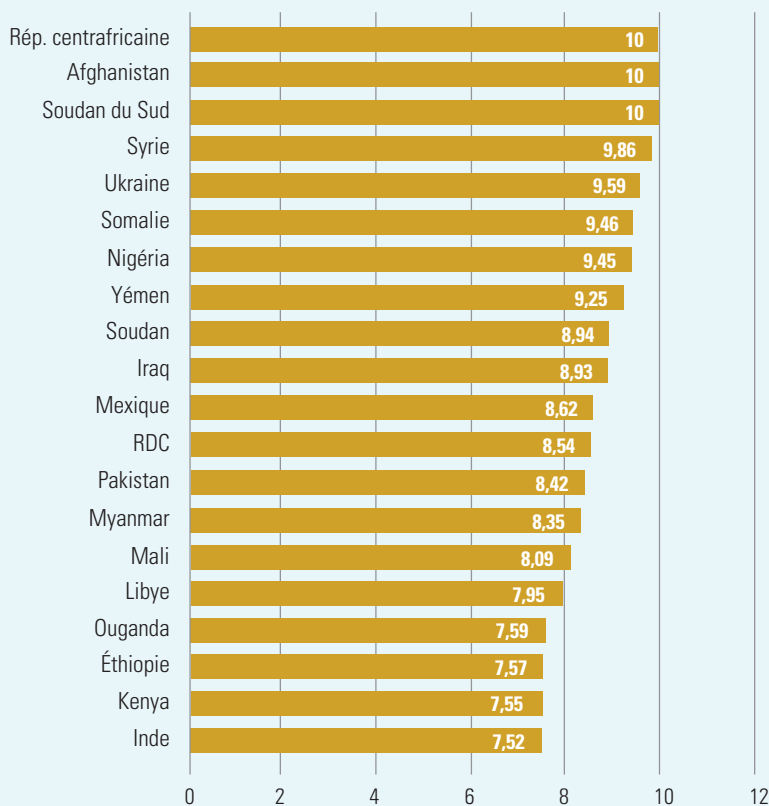
Source : Bhorat, Naidoo et Pillay (2016).

⁶ Les études de Beegle *et al.* (2016) vont à l'encontre des conclusions de WIDER, citées par Bhorat, Naidoo et Pillay (2016). Elles montrent que le coefficient de Gini a augmenté de 8,6 %, passant de 0,52 en 1993 à 0,56 en 2008. Cornia et Martorano (2016) donnent plusieurs explications à cette variation potentielle de la mesure des inégalités en Afrique.

Quelle est la situation du continent en ce qui concerne les conflits et la fragilité? Ces dernières décennies, l'Afrique a été l'un des continents les plus exposés aux conflits. La bonne nouvelle est que l'intensité de ces conflits diminue. Si l'Afrique subsaharienne abritait 55 % des conflits mondiaux en 2002, ce pourcentage est descendu à 24 % en 2011⁷. Pour autant, 11 des 20 pays où la probabilité de conflits est la plus grande sont en Afrique (voir la figure 10.3). Selon l'indice de fragilité des États de 2016, seul un des 53 pays considérés comme stables est situé en Afrique (Maurice), tandis que les pays africains appartenant aux catégories « alerte », « alerte élevée » et « alerte très élevée » sont représentés de manière disproportionnée (près de 71 % du total mondial) (figure 10.4)⁸.

Certains pays ont accompli des pas de géant au cours de la dernière décennie (2007-2016). Les Seychelles ont enregistré des progrès significatifs, et trois pays, à savoir Cabo Verde, le Zimbabwe et la Côte d'Ivoire

FIGURE 10.3 Les 20 pays les plus exposés au risque de conflit dans le monde (intensité de l'indice du risque mondial de conflit)

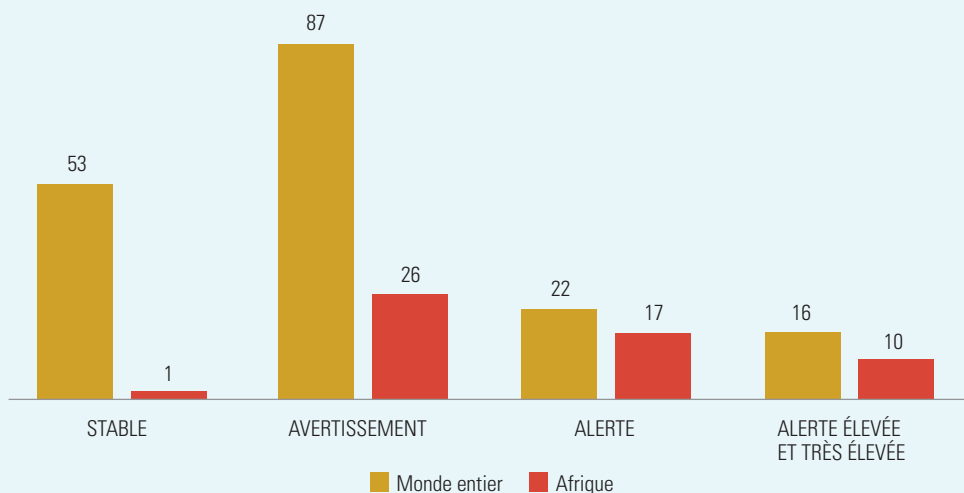


Source : Calculé par Smidt *et al.* (2016).

⁷ Calculé à partir du baromètre des conflits pour l'année 2011.

⁸ Les pays qui ont été classés par l'indice de fragilité des États de 2016 en situation d'« alerte élevée » sont le Zimbabwe, le Burundi, le Nigéria et la Guinée, et en « alerte très élevée » il s'agit de la République démocratique du Congo, du Tchad, du Soudan, de la République centrafricaine, du Soudan du Sud et de la Somalie (Fonds pour la paix, 2016).

FIGURE 10.4 Aperçu des résultats de l'Afrique au regard de l'indice 2016 de fragilité des États



Source : Fund for Peace fsi.fundforpeace.org/

(tableau 10.1) ont connu une amélioration remarquable. Comme l'illustre le tableau 10.2, six pays ont gagné entre 2 à 5,9 points et quatre ont vu leur indice augmenter de 0,5 à 1,9 point. L'indice s'est cependant détérioré pour 35 pays africains. Le Sénégal, le Mali, la Libye, l'Érythrée, l'Afrique du Sud, la République centrafricaine, la Guinée-Bissau, le Mozambique et la Gambie ont perdu plus de 10 points entre 2007 et 2016.

L'essor d'un extrémisme violent dans certaines parties de l'Afrique a compliqué les situations de conflit. On estime ainsi à plus de 24 000 le nombre de décès et à 1,2 million celui des personnes déplacées du fait du fondamentalisme extrémiste à tendance religieuse. Cette situation de conflit s'est considérablement détériorée à cause d'Al-Shabaab surtout présent en Somalie et au Kenya, de Boko Haram, qui sévit dans la région du bassin du Tchad, du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), qui opère dans les États du Sahel, du groupe Ansar Dine, semant principalement la terreur au Mali, et d'Al-Shabaab et Hizb-Al-Islam, présents en Somalie.

Une analyse de la corrélation entre l'indice d'inégalité et les conflits apporte certains éclairages (tableau 10.2). La corrélation entre le coefficient de Gini et les divers indices de conflit apparaît négative, allant de 0,333 à 0,401. Comme le démontre l'indice 2016 de fragilité des États, trois des quatre pays les plus stables en Afrique ont des coefficients de Gini supérieurs à 0,6 (Afrique du Sud, Seychelles, Botswana) et seul Maurice, le pays le plus stable d'Afrique, a un coefficient de Gini de 0,359⁹. Cette situation semble indiquer que des inégalités élevées offrent à un État ou à des personnes très riches la possibilité de neutraliser des actions collectives.

Cependant, une privation relative a tendance à jouer un certain rôle. L'intensité des inégalités, qui correspond à la part des revenus du quintile le plus pauvre par rapport au quintile le plus riche de la population, tend à influencer positivement sur les divers indicateurs de conflits (indice de corrélation allant de 0,292 à 0,315),

⁹Ces données se fondent sur les Indicateurs du développement dans le monde, disponible à l'adresse : <http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI>

TABLEAU 10.1 Améliorations ou aggravations selon l'indice de fragilité des États, 2007-2016

Statut	Points gagnés ou perdus	Nbre de pays africains par rapport au total	Pays
1 Amélioration notable	≥10 points gagnés	1 pays sur 6	Seychelles
2 Forte amélioration	6 à 9,9 points gagnés	3 pays sur 38	Cabo Verde, Zimbabwe et Côte d'Ivoire
3 Amélioration relative	2 à 5,9 points gagnés	6 pays sur 33	Sao Tomé-et-Principe, Guinée équatoriale, Botswana, Malawi, Sierra Leone et Soudan
4 Amélioration marginale	0,5 à 1,9 point gagné	4 pays sur 14	Togo, République du Congo, Gabon et Maroc
5 Changement négligeable	Entre 0,5 point perdu et 0,5 point gagné	4 pays sur 16	Maurice, Burkina Faso, Lesotho et Namibie
6 Détérioration marginale	0,5 à 1,9 point perdu	4 pays sur 17	Éthiopie, Ouganda, Tchad et Égypte
7 Détérioration relative	2 à 5,9 points perdus	11 pays sur 24	Comores, Zambie, Angola, Burundi, République démocratique du Congo, Somalie, Libéria, Tanzanie, Guinée, Algérie et Rwanda
8 Détérioration	6 à 9,9 points perdus	11 pays sur 17	Djibouti, Ghana, Tunisie, Mauritanie, Nigéria, Madagascar, Niger, Kenya, Bénin, Swaziland et Cameroun
9 Détérioration notable	10 à 14,9 points perdus	6 pays sur 7	Gambie, Mozambique, Guinée-Bissau, République centrafricaine, Afrique du Sud et Érythrée
10 Détérioration critique	≥16 points perdus	3 pays sur 5	Sénégal, Mali et Libye

Source : Calculs des auteurs, sur la base des données provenant du Fund For Peace (2016).

TABLEAU 10.2 Corrélation entre les mesures de l'inégalité et les indicateurs de conflit

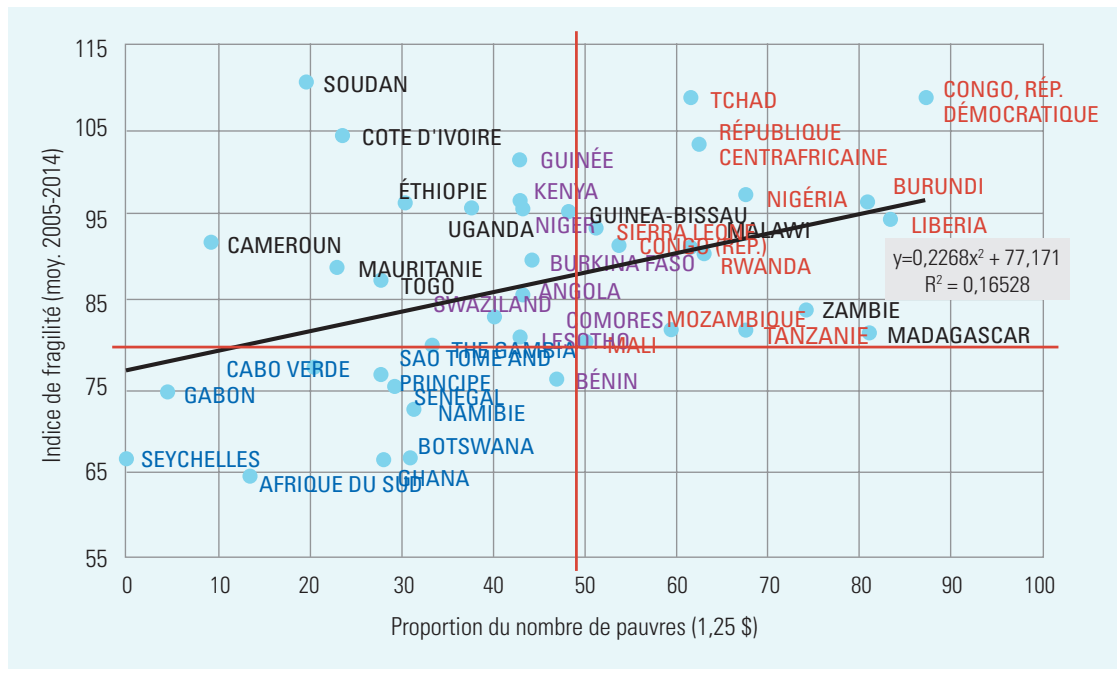
	Indice de fragilité	Réfugiés et PDI	Grief collectif	Élites divisées
Coefficient de Gini	-0,40183	-0,37008	-0,33352	-0,40043
Intensité des inégalités (proportion du quintile le plus pauvre/quintile le plus riche)	0,303191	0,292414	0,315016	0,293458
Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM)	0,398041	0,345477	0,068876	0,145394
Population en situation de pauvreté multidimensionnelle (nombre de pers.)	0,403488	0,388481	0,062905	0,119291
Intensité des situations de privation d'après l'IPM	0,352495	0,229196	0,034838	0,168651
Population quasiment en situation de pauvreté multidimensionnelle	0,012857	0,111446	-0,05879	-0,00923
Population en situation de pauvreté multidimensionnelle grave	0,368804	0,286465	0,048415	0,153138

Source : Calculs des auteurs.

Remarque : PDI = Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

en particulier les griefs collectifs. Une population dans une situation de pauvreté pluridimensionnelle, l'intensité de cette pauvreté et une population en situation de privation pluridimensionnelle sévère sont autant de facteurs qui tendent également à peser sur les différentes mesures des conflits (tableau 10.2). Le rôle de la pauvreté dans les conflits en Afrique est également illustré dans la figure 10.5, où la plupart des pays affichant un taux de pauvreté par habitant de plus de 60 % ont connu ou connaissent des conflits graves ou intenses. Le Burundi, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo en sont de bons exemples.

FIGURE 10.5 Corrélation entre la fragilité et l'extrême pauvreté en Afrique



L'analyse de la corrélation présentée ci-dessus ne fournit pas de paramètres fiables pour des rapports de causalité entre les variables étudiées, notamment l'inégalité, la pauvreté et les conflits. Il convient donc d'envisager une approche plus systématique et des perspectives plus larges qui examinent les dimensions économiques et non économiques alimentant les conflits en Afrique.

10.3 Liens théoriques et analyse documentaire

10.3.1 Liens théoriques

Démêler les interactions entre l'inégalité et les conflits exige des approches analytiques pouvant aider à organiser le processus de réflexion et compatibles avec la théorie économique. Dans le cas présent, on utilise les théories économiques néoclassiques. Il existe plusieurs théories sur les conflits violents, mais ce chapitre se concentre sur les trois axes suivants : inhérence/contingence, privation relative et théories de l'action rationnelle¹⁰.

¹⁰ Cramer (2005) fournit une analyse détaillée des diverses dimensions théoriques du débat sur la relation entre inégalité et conflit.

Les perspectives théoriques de la contingence et de l'inhérence des conflits telles qu'elles ont été exposées par Eckstein (1980), soulignent le rôle de la contingence ou d'une combinaison de facteurs aberrante (inhabituelle) dans le déclenchement d'actes de violence collective, par opposition à une propension inhérente (une option faisant partie intégrante de la vie sociale) à la violence, à savoir des actions rationnelles. Dans le cadre de la théorie de la contingence, l'inégalité constitue une source importante de «privation relative» perçue, mais ne conduit à la violence que si certains facteurs sont réunis. Cependant, en ce qui concerne la théorie de l'inhérence, la violence n'est pas particulièrement dépendante des inégalités structurelles, mais certaines formes d'inégalités collectives pourraient vraisemblablement être à l'origine de conjonctions d'intérêts conduisant à la violence (Cramer, 2005). Ces perspectives théoriques suscitent un certain attrait dans le contexte des pays africains. L'explosion démographique des jeunes pourrait constituer un facteur aberrant au regard de la théorie de la contingence, tandis qu'un continuum de développement centré sur les périphéries (l'argument du développement spatial) peut être un déclencheur dans le cadre de la théorie de l'inhérence. L'appartenance ethnique et la religion peuvent également se combiner à la pauvreté et aux inégalités de revenus pour déclencher cette forme de violence.

La théorie de la privation relative offre une autre perspective, qui se concentre sur l'écart entre la perception qu'ont les personnes quant à leurs attentes en matière de valeurs et leur capacité à les obtenir (Gurr, 1993)¹¹. Conformément à la théorie de Kuznets, la privation relative devrait augmenter durant les premières phases de développement, entraînant méfiance et frustration, ainsi qu'une inclinaison inhabituelle à l'agression susceptible de déboucher sur des actes de violence collective. Dans un tel contexte, la violence émane de la privation relative par rapport à d'autres personnes (l'inégalité par exemple) et servant de prétexte à des griefs et à une frustration provoqués par des disparités quant aux conditions de vie, par des attentes inassouvies et la capacité à utiliser des ressources coercitives et institutionnelles.

La théorie d'une action rationnelle n'est pas élaborée en réaction aux autres, mais se fonde plutôt sur les chances, les coûts et les avantages. La hausse de l'inégalité peut conduire à une privation absolue, qui peut à son tour engendrer des actes de rébellion si les contraintes inhérentes à l'action collective sont surmontées. Une inégalité élevée a certains effets ambigus. Selon Cramer (2005), une inégalité élevée ne provoquera pas de rébellion par manque «d'opportunité». Néanmoins, en ce qui concerne les coûts, en particulier lorsque les personnes sont désespérées, il est probable que cela puisse déclencher des actions violentes, en particulier lorsque l'État aliène des groupes importants de personnes en ne respectant pas ses obligations. Même à supposer que les ressources de l'État ou de la bourgeoisie soient en mesure de neutraliser des actions collectives, si le pouvoir de l'État n'est pas suffisamment fort pour endiguer de manière efficace les risques de violence extrême, différentes souverainetés vont inévitablement s'affronter. Ces revendications incompatibles engendrent de la violence comme ce fut, ou c'est encore le cas, en Somalie, en République centrafricaine, au Mali, au Soudan du Sud, et dans le nord-est du Nigéria (exactions de Boko Haram).

La théorie économique néoclassique, fondée sur l'individualisme méthodologique et le choix rationnel, à la différence de l'approche de la privation relative, se fonde sur l'optimisation de buts utilitaires spécifiques. Sur la base de cette théorie, l'inégalité engendre des distorsions stratégiques et sur le marché qui ont un effet dissuasif en matière d'investissement (par ex. la violence) auprès des investisseurs privés. Collier (2000) affirme que la violence est un risque omniprésent et un choix qui s'offre à des individus rationnels, en s'appuyant sur le postulat économique néoclassique. La récente distinction analytique entre *cupidité* et *griefs* (Collier et Hoeffler, 2004) a également mis en évidence d'autres sources de conflit, où les griefs reflètent

¹¹ Les attentes des personnes en matière de valeurs sont liées aux biens et aux conditions de vie auxquels elles estiment à juste titre avoir droit tandis que leurs capacités à les obtenir sont fonction de la quantité de ces biens et des conditions qu'elles pensent être capables d'obtenir et de conserver (voir Gurr, 1993 et Cramer, 2005).

la théorie de la contingence (lien frustration-agression) et l'appât du gain trouve écho dans la théorie de l'inhérence (violence à dominante rationnelle). La distinction entre cupidité et grief a introduit l'inégalité dans la perspective néoclassique, car elle est un bon indicateur de la privation relative dans une société¹².

L'un des défis majeurs de la littérature spécialisée est d'utiliser l'indicateur d'inégalité le plus adapté pour mesurer la privation relative. Nafziger et Auvinen (2002) suggèrent d'utiliser l'inégalité verticale (de classe) ou horizontale (régionale ou communale), Stewart (2000) s'appuie sur l'inégalité horizontale (à savoir une distribution inégale dans une région, sur des critères religieux ou ethniques) et Midgley (1984) se fonde sur l'inégalité de marché. Le présent document utilise une combinaison d'inégalités verticales et horizontales pour mieux cerner les privations relatives.

10.3.2 L'analyse documentaire

Bien que le débat sur la relation entre les inégalités et les conflits ne date pas d'hier dans la littérature spécialisée, il reste non résolu. Selon une hypothèse presque universelle, une distribution inéquitable des ressources et des richesses peut susciter des ressentiments et des rébellions violentes. C'est souvent le cas quand le sentiment d'inégalité des personnes est légitimé et/ou accompagné d'un pouvoir et d'une répression suffisamment forts pour empêcher une action collective.

Les inégalités économiques, sociales et politiques peuvent nuire à la croissance économique si elles résultent d'une accumulation de mécontentements parmi certains groupes de population à des niveaux suffisamment élevés pour briser la cohésion sociale. S'il est vrai que tous les conflits sociaux et politiques ne sont pas animés par l'existence et/ou la persistance d'inégalités, plusieurs études ont suggéré que l'inégalité et une pauvreté persistante parmi certains groupes de population sont des causes importantes d'émeutes, d'insurrections et d'autres formes de soulèvements civils (par ex. Gupta, 1990; Stewart, 2002; Elbadawi et Sambanis, 2000; Dollar, Easterly et Gatti, 2000).

Outre le fait qu'elles freinent la croissance et la diminution de la pauvreté, des inégalités économiques élevées attisent le risque de conflits violents et elles constituent souvent un point de ralliement pour déclencher un conflit parmi des groupes qui se sentent lésés au sein de la société (Lichbach, 1989; Cramer, 2003; Stewart, 2008). Il ne faut pas pour autant accorder à l'inégalité une signification monolithique, au risque de jeter la confusion sur sa corrélation avec les conflits. Il convient de la considérer au sens large et d'y intégrer les dimensions économique, sociale et politique, car les interactions ne sont pas toujours aussi claires qu'on s'y attendrait. Selon Cramer (2003), l'inégalité économique n'est un facteur clé dans l'explication d'un conflit civil que si le facteur économique est considéré comme indissociable des facteurs sociaux, politiques, culturels et historiques. Se concentrer sur l'inégalité verticale uniquement, souvent mesurée par le coefficient de Gini, peut ne pas donner les résultats escomptés. Il convient donc d'examiner la manière dont est gérée l'inégalité dans une société, ainsi que la signification de ses différentes formes.

Les inégalités liées à une ségrégation horizontale plutôt que verticale entraînent des conflits quand les inégalités économiques coïncident avec des inégalités sociales, politiques et culturelles entre les groupes (par ex. Stewart, 2008 et 2010)¹³. Un conflit survient lorsqu'il y a une combinaison d'inégalités économiques,

¹² Voir Nafziger et Auvinen (2002), Collier et Hoeffler (2004) et Cramer (2005) sur la façon dont l'inégalité est intégrée dans le cadre néoclassique en tant qu'indicateur clé de la privation relative.

¹³ Parmi les inégalités économiques, citons les inégalités de revenus, les chances de trouver un emploi, les ressources financières, humaines et naturelles et les biens sociaux. Les inégalités sociales comprennent l'accès aux services sociaux, tels que l'éducation, la santé et le logement. Les inégalités économiques font référence à la distribution inégale de chances politiques, tandis que les inégalités culturelles renvoient aux disparités en matière de reconnaissance d'une langue, d'une religion, de coutumes, normes et pratiques de différents groupes.

sociales (y compris des problèmes d'origine raciale ou ethnique), politiques ou culturelles qui peuvent être utilisées comme un facteur commun ou « un intérêt coordonné » pour mobiliser des partisans au sein de groupes de personnes lésées¹⁴. Certains ont avancé que l'inégalité ordinaire entre les riches et les pauvres n'était pas suffisamment forte pour engendrer des conflits violents. Un conflit armé pourrait néanmoins éclater lorsque le pouvoir et les ressources sont distribués de manière inégale entre les groupes qui se distinguent par ailleurs par d'autres aspects, tels que la race, la religion ou la langue (Annan, 1999, cité dans Østby, 2008b). Une analyse qui suggère clairement que l'inégalité horizontale s'avère plus explosive que l'inégalité verticale.

À l'aide du modèle comportemental du conflit, Esteban et Ray (2011) ont ainsi établi une relation uniforme entre l'indice de fractionalisation ou une mesure de polarisation et le coefficient de Gini. Leur proposition théorique montre que l'on ne s'attend pas précisément que l'inégalité au sein d'un groupe soit liée au déclenchement d'un conflit, mais elle pourrait être associée à la capacité d'un groupe à alimenter la violence. La capacité à alimenter un conflit dépend de l'accès d'un groupe à l'emploi et à des capitaux.

Diverses études ont apporté des preuves convaincantes sur ce point. Barrows' (1976) a établi une corrélation positive entre l'inégalité horizontale et l'instabilité politique dans 32 pays d'Afrique subsaharienne dans les années 1960¹⁵. Gurr (1993), en s'appuyant sur une perspective mondiale à propos des conflits ethnopolitiques a également montré un lien positif entre les insurrections de minorités et la privation relative¹⁶. Østby (2008a) soutient que lorsque l'on s'appuie sur les valeurs moyennes des différents indicateurs des inégalités, la probabilité d'un conflit est trois fois plus élevée que lorsque l'ampleur des inégalités horizontales sur le plan des avoirs entre les groupes ethniques est fixée au 95^e centile. Elle est 2,5 fois plus élevée pour les inégalités horizontales interrégionales (c.-à-d. lorsque les indicateurs vont de la valeur moyenne au 95^e centile). Huber et Mayoral (2014) constatent également une corrélation positive forte entre le niveau d'inégalité au sein d'un groupe et la propension dudit groupe à s'impliquer dans un conflit civil, mais cela n'a pu être établi en ce qui concerne des inégalités entre des groupes ethniques.

De manière similaire, Wimmer, Cederman et Min (2009), à partir de leur analyse transnationale, ont constaté que les politiques ethniques sont des outils aussi puissants et fiables pour prédire des guerres civiles que le niveau de développement économique d'un pays. Leurs conclusions en matière de régression montrent qu'une rébellion, des querelles intestines et des sécessions sont le résultat d'un degré élevé d'exclusion, de segmentation et de manque de cohésion. Inversement, des États plus multiethniques ne courent pas plus le risque de subir des conflits violents.

On a constaté que la prévalence d'inégalités élevées entre des groupes, mesurée en fonction du revenu par habitant, des avoirs d'un ménage moyen et de la durée moyenne de scolarisation, pouvait accroître les risques de conflit. C'est ainsi que certaines études¹⁷ indiquent que l'incidence des inégalités sociales entre différents groupes était supérieure à celle des inégalités de revenus entre des groupes en tant que moteur de conflits. Daouda (2011) a établi que les conflits dans le nord du Niger étaient liés aux privations, mesurées par l'accès aux services sociaux de base. Selon Cramer (2003), l'inégalité économique joue un rôle déterminant dans l'explication du violent conflit en Angola si elle est abordée uniquement sous l'angle de

¹⁴ Un propos illustré clairement par les inégalités économiques et politiques entre les groupes Hutu et Tutsi, qui se sont traduites par une guerre civile et des actes de violence au Kenya après les élections de 2007, alimentés de surcroît par des disparités entre les régions et les groupes ethniques. Boko Haram a également invoqué la pauvreté élevée, les inégalités et l'absence d'emplois pour mobiliser des partisans.

¹⁵ La mesure d'une inégalité horizontale correspond à la part du pouvoir politique et à des variables socioéconomiques.

¹⁶ Gurr définit la privation relative en des termes économiques, sociaux et politiques, sans se limiter à la dimension économique.

¹⁷ Voir Østby (2008b) ; Cederman, Weidmann et Gledditsch (2010) ; ainsi que Cederman, Wimmer, et Min. (2010).

l'économie politique (là où le facteur économique est intrinsèquement lié aux forces politiques et sociales du pays).

D'autres sources, telles que l'Institute for Economics and Peace (2011) ou Collier et Hoeffler (2004), ont constaté que l'inégalité de revenus et les disparités en matière de propriété foncière n'étaient pas corrélées avec les conflits. En outre, selon des études de la Banque mondiale (2015) l'inégalité de revenus n'est pas un facteur décisif dans l'explication des origines d'un conflit politique : les conflits sont peu prononcés dans les pays caractérisés par une inégalité verticale. Il existe des pays, tels que la République centrafricaine, où l'inégalité élevée de revenus est associée à des conflits politiques. Pour autant, en Afrique australe, en particulier en Afrique du Sud, si l'inégalité de revenus est plus élevée, il n'y a pas de conflit à l'exception de fréquentes émeutes et protestations, ce qui semble impliquer une corrélation faible.

La pauvreté, d'autre part, semble être liée aux conflits en Afrique. Cela est attesté dans Elbadawi et Sambanis (2000), Collier et Hoeffler (2002), et Fearon et Laitin (2003). Des travaux de la Banque mondiale (2015) tendent à étayer cette affirmation. Par exemple, les conflits en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, à Madagascar et au Nigéria sont provoqués par des niveaux croissants de pauvreté (ACLED, 2015). De fait, la pauvreté, les inégalités spatiales, entre les sexes et les revenus, fusionnent pour priver les personnes de leurs droits socioéconomiques élémentaires ainsi que d'un rôle dans le système, alimentant de la sorte des conflits politiques. La privation est également l'un des facteurs principaux mentionnés par les insurgés de Boko Haram. La pauvreté et le manque de perspectives d'emplois créent les conditions favorables au recrutement des jeunes et à leur intégration dans des groupes terroristes. Si ces jeunes avaient bénéficié d'une bonne éducation et d'emplois décents, Boko Haram aurait peut-être été privé des jeunes soldats qu'il utilise pour perpétrer des crimes haineux. En République centrafricaine, si les chrétiens et les musulmans ont vécu ensemble pendant des générations en relative harmonie, les pénuries, la privation et les inégalités ont dégénéré en conflits politiques. Des études de la Banque mondiale (2015) montrent de fait que l'inégalité de revenus et la pauvreté jouent un rôle crucial dans le conflit en République centrafricaine, mais qu'elles n'ont pas de rôle aussi prépondérant dans de nombreux autres pays.

Selon un courant de pensée, même si l'inégalité et la violence sont des constantes dans les sociétés humaines, les conflits politiques violents et organisés néclatent que de temps à autre et alternent avec des périodes de paix (Cramer, 2005). Cramer avance trois raisons pour étayer les résultats non concluants sur le débat inégalité-conflit :

- a) L'inégalité n'est pas forcément une cause de conflit, ou elle n'est peut-être pas nécessaire ni suffisante pour déclencher un conflit violent.
- b) Les caractéristiques de l'inégalité peuvent être un outil plus pertinent que le niveau moyen d'inégalité.
- c) L'intensité de l'inégalité, mesurée de différentes manières, peut être un facteur pertinent dans le déclenchement d'un conflit violent (*ibid.*).

Cette démarche est soutenue par Huber et Mayoral (2014), qui affirment que les plus grandes inégalités au sein des pays concernent des groupes ethniques, tandis que les inégalités au sein d'un groupe représentent une faible proportion de l'inégalité nationale. Le fait que les variations du coefficient de Gini d'un pays soient généralement corrélées avec l'inégalité entre les groupes, mais soient bien moins importantes au sein des groupes explique pourquoi l'inégalité dans son ensemble pourrait ne pas aller de pair avec le conflit. Cela explique également pourquoi de nombreuses études ne trouvent pas de corrélation forte entre ces deux variables.

La conclusion de Stewart (2010), à savoir qu'un conflit violent a plus de risque d'éclater là où des inégalités économiques, sociales, politiques et culturelles surviennent simultanément et où certains groupes de personnes sont lésés pour chacun de ces aspects, apporte une lumière supplémentaire sur ce point.

Inversement, Bircan, Brück et Vothknecht (2010) examinent de quelle manière un conflit entraîne des inégalités. Ils affirment que l'inégalité de revenus tend à augmenter au plus fort des conflits. Ils ont analysé les effets distributifs de conflits violents, allant ainsi à l'encontre des publications précédentes qui se concentraient sur l'inégalité en tant que vecteur de conflit. Pour cela, ils ont utilisé des données d'un panel transnational pour la période de 1960 à 2005 afin d'évaluer les changements liés aux guerres dans l'inégalité des revenus. Les résultats indiquaient des niveaux d'inégalité en augmentation pendant une guerre, en particulier au début de la période de reconstruction post-conflit. Par exemple, l'inégalité de revenus (Gini) a augmenté de 1,6 point pendant la guerre et de 2,1 points pendant la période de reconstruction post-conflit. Les effets sont encore plus importants dans des situations de guerres prolongées. Cependant, cette augmentation de l'inégalité des revenus n'est pas permanente. Si l'inégalité atteint un pic cinq années environ après la fin d'un conflit, elle redescend à des niveaux d'avant la guerre à la fin de la première période post-conflit. Les effets décalés d'un conflit et les ajustements des politiques de redistribution qui n'interviennent qu'à la période de reconstruction post-conflit semblent être des explications valables de ces caractéristiques d'inégalité.

Certaines études démontrent de façon convaincante que la relation entre inégalité et conflit n'est pas monolithique. Les inégalités économiques, sociales, politiques et culturelles ne s'excluent pas mutuellement, mais au contraire elles se renforcent mutuellement dans l'explication de conflits. Selon Swearingen (2010) et Stewart (2010), les inégalités politiques entre des groupes sont plus susceptibles de motiver des meneurs là où des inégalités socio-économiques motivent des suiveurs. À cet effet, il convient d'évaluer de façon pluridimensionnelle les inégalités afin de cerner exhaustivement les effets directs et indirects de l'inégalité sur les conflits.

10.4 Caractéristiques du modèle et résultats empiriques

10.4.1 Caractéristiques du modèle

Comme établi dans la section précédente, le rôle de l'inégalité dans les conflits est incontestable. Il ressort cependant clairement des études sur le sujet qu'une approche globale de l'inégalité fournit de meilleurs résultats qu'une approche monolithique. C'est ainsi que l'inégalité de revenus, qui peut être un vecteur naturel, ne peut à elle seule expliquer toutes les ramifications d'un conflit. Les inégalités économiques sont tout aussi importantes. Cependant, les facteurs non économiques, tels que la question ethnique ou la religion, peuvent être des éléments clés d'un conflit social, et des inégalités politiques peuvent déclencher des conflits si des mécanismes existants sont perçus comme discriminatoires à l'égard de certains groupes de population. Ces éléments sont pris en compte dans le modèle comportemental formulé comme suit :

$$C_{it} = \alpha + \beta I_{it} + \gamma P_{it} + \sigma \vartheta_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

où C_{it} est un conflit, I_{it} est une mesure d'inégalité, P_{it} correspond à la polarisation ethnique ou religieuse, et ϑ_{it} est une mesure de la stabilité politique dans un pays i à l'instant t , respectivement. α est une constante ; β , γ est un effet fixe immuable dans le temps ; et δ , γ et σ sont des paramètres à estimer. ε_{it} est un terme d'erreur aléatoire. P_{it} est défini, selon Esteban et Ray (2011), Montalvo et Reynal-Querol (2005) et Reynal-Querol (2002), de la manière suivante :

$$P_{it} = \sum_{j=1}^n \pi_j^2 (1 - \pi_j) \quad (2)$$

où π_j correspond à la proportion de personnes appartenant au groupe ethnique (religieux) j , et n , est le nombre de groupes.

10.4.2 Données et stratégies empiriques

Les auteurs ont collecté un ensemble de données de panel pour la période 1970 à 2013 pour 33 pays africains. Les données liées à un conflit proviennent de la base de données UCDP/PRIO. Deux variables de remplacement ont été utilisées pour la variable dépendante, conflit : une mesure d'intensité des conflits armés et du nombre de personnes décédées à cause d'un conflit.

Deux aspects de l'inégalité ont été utilisés ici comme indicateurs pour les inégalités sociales : l'inégalité de revenus et l'inégalité en matière d'éducation. Concernant l'inégalité de revenus, les auteurs se sont servis du coefficient de Gini à partir de l'Ensemble de données mondial normalisé sur les inégalités de revenus (SWIID v4). L'inégalité en matière d'éducation est mesurée avec un indice d'inégalité en matière d'éducation, défini comme le rapport entre les écarts associés à la moyenne des niveaux d'éducation des quintiles les plus riches et des quintiles les plus pauvres. Cet indice reflète l'intensité de l'inégalité dans le domaine de l'éducation. Les données proviennent de la Base de données mondiale sur l'éducation.

La polarisation ethnique ou religieuse est calculée sur la base de l'équation (2) avec des données du projet *Composition of Religion and Ethnic Group* (CREG) de l'université de l'Illinois, aux États-Unis. Les mesures de stabilité politique proviennent également de l'ensemble de données *Worldwide Atrocities Dataset*, et sont calculées par la *Political Instability Task Force* (PITF) en tant que variables explicatives dans l'analyse. Ces données ont vocation à évaluer le degré d'autorité d'un régime politique.

La stratégie empirique est motivée par les équations (1) et (2). En suivant le modèle, le principal intérêt dans notre cas consiste à examiner le lien entre inégalité et conflit. La principale hypothèse étant que l'inégalité engendre des conflits. S'il est certain que les auteurs ont tenté d'analyser l'inégalité sous diverses formes (notamment de revenus, d'éducation, de polarisation ethnique et religieuse et de systèmes politiques), les conflits peuvent être liés à de nombreux autres facteurs, notamment des forces externes. Il convient donc de tenir compte du défi éventuel que poserait un biais découlant de l'omission d'une variable. Des efforts ont été déployés en ce sens en présentant des caractéristiques incluant des contrôles supplémentaires et des effets fixes, invariants dans le temps. Des tests de causalité au sens de Granger ont également été utilisés pour éviter des problèmes de multicollinéarité.

Le modèle s'appuie sur des données provenant d'un panel non compensé. Compte tenu des limites des données, les auteurs ont cantonné leur analyse à 33 pays africains. Si le modèle est estimé par la méthode de régression des moindres carrés ordinaires (MCO), les auteurs ont également utilisé un modèle tel que Logit ainsi que la méthode des moments généralisée (GMM), afin de vérifier la robustesse des résultats et en tant qu'approche pour éluder d'éventuels problèmes d'endogénéité. Les résultats de ce dernier sont à interpréter avec précaution en raison du manque de données, sans oublier que l'estimation du GMM est asymptotiquement biaisée et incompatible avec des données restreintes.

10.4.3 Résultats empiriques

Le tableau 10.3 présente un résumé des statistiques. Les pays utilisés pour l'échantillonnage ont subi des conflits à des degrés divers. Sur la base des données relatives à l'intensité d'un conflit et de l'intensité cumulative des conflits, la majorité des conflits intenses a tendance à être limitée dans le temps. Les pays de l'échantillon avaient un taux de mortalité de neuf pour 100 000 personnes (ou 215 000) au cours de la période considérée. Si un résultat faible en matière de démocratie (DEMOC) implique un faible niveau de démocratie, un résultat négatif élevé pour *polity2* indique que les pays de l'échantillon sont en moyenne des régimes fortement autocratiques. Vingt-neuf pour cent de la population sont exclus et 10 % subissent des discriminations. L'inégalité de revenus telle qu'elle est mesurée avec le coefficient de Gini (net) est élevée (42 %), et varie de 23,6 % à 69,3 %. Il existe

TABLEAU 10.3 Variables et statistiques récapitulatives

Variable	Symbole variable	Moyenne	Médiane	Écart-type	Nombre d'observations
Intensité cumulative des conflits	CONF_CUM	0,751	1,000	0,433	453
Intensité d'un conflit	CONF_INT	1,351	1,000	0,478	453
Décès par habitant (*1,000)	DEATH_CAP	0,009	0,000	0,084	1 448
Démocratie fondée sur polity2	DEMOC	0,088	0,000	0,284	1 315
Proportion de personnes victimes de discrimination (%)	DISCPOP	9,9	0,000	0,225	1 299
Indice d'inégalité dans l'éducation	EIINDEX	1,320	1,182	0,632	113
Indice de polarisation ethnique	ETHPOLINDEX	0,133	0,154	0,066	1 518
Proportion de personnes exclues	EXCLPOP	29,0	0,170	0,306	1 299
Log du PIB par habitant (retardé)	GDPCAPL	1,357	0,972	1,240	1 312
Coefficient de Gini (net) (%)	GINI_NET	42,41	40,44	8,060	608
Production de pétrole par habitant (retardée)	OILPCL	0,312	0,000	0,842	1 312
Résultat combiné démocratie/ autocratie de polity2	POLITY2	-3,225	-6,000	5,104	1 315
Proportion de personnes démunies (%)	PWRLPOP	18,3	0,005	0,271	1 299
Indice de polarisation religieuse	REPOLINDEX	0,150	0,190	0,081	1 518

aussi des inégalités non négligeables dans l'éducation comme le montre l'indice d'inégalité dans l'éducation. Une polarisation ethnique et religieuse est observable dans la plupart des pays de l'échantillon.

Les tests de causalité au sens de Granger par paire entre des échantillons ont été menés pour toutes les variables afin de déterminer le degré d'endogénéité. Les résultats indiquent la présence possible d'endogénéité et de multicollinéarité. En conséquence, les auteurs ont utilisé des effets fixes de période et des effets fixes sur les pays invariants dans le temps. Ils ont également calculé le facteur d'inflation de la variance (VIF) pour toutes les estimations par la méthode des MCO, qui a indiqué que la multicollinéarité ne constituait pas un problème gênant dans notre modèle.

Le tableau 10.4 présente les résultats pour la première mesure de conflit, la variable dépendante, qui est une intensité cumulée de conflit. Contrairement aux hypothèses précédentes et aux études, ces résultats indiquent que l'inégalité de revenus ou l'inégalité verticale, mesurées par le coefficient de Gini, ne semblent pas être à l'origine de conflits en Afrique ; il apparaît plutôt que les inégalités de revenus (coefficient de Gini par degré et retardé) tendent à avoir un effet légèrement négatif sur les conflits dans les pays de l'échantillon. Ces résultats sont cependant cohérents avec les conclusions de l'Institut pour l'économie et la paix (2011), de Collier et Hoeffler (2004), d'ACLED (2015), de Smidt *et al.* (2016) et de la Banque mondiale (2015).

Cela devrait-il être une surprise ? Non, car comme l'a mentionné Odusola (2015), tous les pays dont le quintile le plus pauvre représentait une part inférieure à 4 % de leurs revenus nationaux entre les années 1980 et 2000 sont situés en Afrique australe (Botswana, Afrique du Sud, Lesotho, Namibie, Seychelles et Zambie). Même les deux pays affichant l'intensité la plus élevée d'inégalité de revenus¹⁸ en Afrique

¹⁸ Cela représente la part du revenu national du quintile de revenu le plus faible par rapport au quintile le plus élevé.

TABLEAU 10.4 Variable dépendante calculée par la méthode des MCO : intensité cumulative des conflits

Variable	1	2	3	4	5	6
GINI_NET	-0,026*** (0,006)	-0,028*** (0,006)	-0,028*** (0,006)	0,006 (0,017)	0,006 (0,017)	-0,023*** (0,006)
GINI_NET(-2)				-0,039** (0,016)	-0,041*** (0,016)	
REPOLINDEX	1,189** (0,558)	1,765*** (0,616)	1,161** (0,560)	1,422* (0,737)	2,525*** (0,808)	
ETHPOLINDEX		1,907** (0,914)			3,429*** (1,186)	1,301 (0,863)
POLITY2	-0,021** (0,008)	-0,027*** (0,009)	-0,018* (0,009)	-0,001 (0,012)	-0,016 (0,013)	-0,028*** (0,010)
EXCLPOP	0,313** (0,144)	0,207 (0,151)	0,328** (0,146)	0,363** (0,174)	0,209 (0,177)	0,850 (0,683)
GDPCAPL	0,045* (0,026)	0,061** (0,027)	0,032 (0,032)	0,053 (0,045)	0,102** (0,047)	-0,001 (0,029)
PWRLPOP						-0,708 (0,671)
DISCPOP						-0,193 (0,715)
OILPCL			0,039 (0,053)	0,046 (0,064)	0,005 (0,063)	0,026 (0,053)
Effets fixes de période	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes invariants dans le temps	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
R-carré	0,409	0,427	0,411	0,390	0,435	0,434
S.E.	0,404	0,399	0,405	0,411	0,398	0,400
VIF	1,691	1,746	1,698	1,639	1,768	1,765

Remarque : Pour toutes les estimations, les erreurs types robustes sont entre parenthèses.

***p < 0,01, **p < 0,05, *p < 0,1

Voir le tableau 10.3 pour la liste des variables

(Botswana et Afrique du Sud) sont situés dans cette région. Accessoirement, ce sont des pays peu exposés à des conflits.

Par contre, la théorie de l'action rationnelle, qui est fondée sur les chances, les coûts et les avantages, tend à montrer que les ressources de l'État et celles de la bourgeoisie, qui ont beaucoup à perdre dans tout conflit violent, neutralisent les actions collectives des groupes lésés. La proposition théorique d'Esteban et Ray (2011) a montré que pour que des conflits violents aboutissent, il faut de la main-d'œuvre et des capitaux. Les ressources d'un État ou des personnes très riches peuvent neutraliser la main-d'œuvre et les capitaux d'un groupe lésé.

Le manque de données empêche d'établir un lien significatif entre l'inégalité en matière d'éducation et les conflits. Cette inégalité a en conséquence disparu de la plupart de nos estimations.

TABLEAU 10.5 Variable dépendante calculée par la méthode des MCO : intensité d'un conflit

Variable	1	2	3	4	5
GINI_NET	-0,0016 (0,0051)	-0,0046 (0,0056)	-0,0063 (0,0056)	-0,0046 (0,0056)	-0,0059 (0,0055)
REPOLINDEX			1,2477** (0,6166)		1,1092** (0,5498)
ETHPOLINDEX	-0,3818 (0,8246)	-0,4963 (0,8328)	0,4586 (0,9147)	-0,1274 (0,8582)	
POLITY2	-0,0026 (0,0087)	0,0018 (0,0096)	-0,0068 (0,0089)	-0,0034 (0,0100)	-0,0053 (0,0084)
EXCLPOP	0,2162 (0,1376)	0,2384* (0,1394)	0,0835 (0,1508)	0,3811** (0,1641)	0,1089 (0,1417)
GDPCAPL		-0,0087 (0,0284)	0,0435 (0,0272)	-0,0114 (0,0283)	0,0397 (0,0261)
PWRLPOP				-0,2890 (0,1776)	
OILPCL		0,0622 (0,0528)		0,0540 (0,0527)	
Effets fixes de période	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes invariants dans le temps	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
R-carré	0,3442	0,3522	0,3649	0,3649	0,3637
S.E.	0,4030	0,4035	0,3996	0,4011	0,3985
VIF	1,5240	1,5430	1,5740	1,5740	1,5710

La polarisation ethnique et religieuse joue un rôle crucial dans la survenue des conflits en Afrique. Elle semble avoir un effet plus important sur l'intensité cumulée des conflits. L'exclusion des groupes minoritaires du gouvernement peut également influencer sur un conflit, mais pas aussi fortement que la polarisation. Le PIB par habitant fait également partie des effets positifs et significatifs. Les résultats n'indiquent pas de discrimination active, intentionnelle et ciblée de certains groupes minoritaires qui aurait un effet notable sur un conflit. De la même manière, la production de pétrole n'indique pas qu'il y ait des effets sur les conflits. Le dernier résultat a peut-être été influencé par un grand nombre de pays non producteurs de pétrole qui connaissent un conflit. Polity2 a un effet négatif conséquent sur les conflits, ce qui indique qu'un gouvernement plus démocratique contribue à garantir une société pacifique. Les variables muettes pour chaque pays sont invariables dans le temps et toutes positives et significatives.

Le tableau 10.5 montre les résultats pour la mesure alternative de conflit, l'intensité de conflit, comme variable dépendante. Le coefficient de Gini n'a pas d'effet notable sur l'intensité d'un conflit bien que les effets restent négatifs. Cela pourrait suggérer qu'une inégalité verticale n'a pas un grand impact sur le déclenchement d'un conflit. La polarisation religieuse et la proportion de groupes exclus de la population totale ont des effets positifs importants sur un conflit, comme l'illustre le tableau 10.5, lorsqu'un conflit est mesuré par l'intensité cumulée. La population démunie et la production de pétrole sont deux facteurs négligeables. Les effets du premier restent négatifs comme auparavant. Polity2 comporte le signe prévu, mais il est négligeable. L'effet de la polarisation ethnique est négatif, mais important.

Les résultats pour les décès associés à un conflit comme indicateur d'un conflit sont indiqués dans le tableau 10.6. Dans les trois premières colonnes, les résultats sont fournis avec le logarithme des décès comme variable dépendante. Les colonnes 4 à 6 donnent des résultats basés sur le taux de mortalité en tant que variable dépendante. L'idée qui sous-tend ces deux choix est d'éliminer les biais à l'encontre des pays plus petits. Le coefficient de Gini a un effet notable, mais négatif sur un conflit d'après la mesure du taux de mortalité et il est négligeable pour le logarithme des décès. La polarisation religieuse provoque des décès liés à des conflits et elle est notable, mais le signe devient négatif lorsque le taux de mortalité est utilisé

TABLEAU 10.6 Variable dépendante calculée par la méthode des MCO : décès dus aux conflits

Variable dépendante	Décès (logarithme)			Taux de mortalité		
	1	2	3	4	5	6
GINI_NET	-0,011 (0,023)			-0,001** (0,000)	-0,001** (0,000)	0,0004** (0,0002)
GINI_NET(-2)		-0,029 (0,024)	-0,037 (0,031)			
REPOLINDEX	4,539* (2,333)	1,978 (2,350)	6,794** (3,422)	-0,072*** (0,026)		-0,072*** (0,026)
ETHPOLINDEX					-0,011 (0,027)	
EIINDEX				-0,009*** (0,002)	-0,006** (0,002)	-0,008*** (0,002)
POLITY2	-0,068** (0,032)	0,065 (0,048)		0,0000 (0,0003)	0,000 (0,000)	0,0003 (0,0003)
LPOPL		0,111 (0,151)	0,088 (0,199)			
GDPCAPL	0,032 (0,094)	0,038 (0,114)	0,226 (0,153)	-0,008*** (0,003)	-0,005** (0,002)	-0,010*** (0,003)
EXCLPOP		2,094*** (0,618)	1,520** (0,743)	0,013* (0,007)	-0,023 (0,045)	
PWRLPOP					0,039 (0,043)	
DEMOC		-1,009** (0,500)				
DISCPOP					0,028 (0,045)	
OILPCL		0,160 (0,206)	0,119 (0,267)	0,003 (0,003)	0,000 (0,004)	0,004 (0,004)
Effets fixes de période	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes invariants dans le temps	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
R-carré	0,194	0,257	0,300	0,404	0,340	0,365
S.E.	1,655	1,597	1,608	0,010	0,011	0,010
VIF	1,240	1,345	1,427	1,676	1,515	1,573

Variable : EIINDEX (inégalité en matière d'éducation)

en tant que variable dépendante, un phénomène qui souligne l'importance de la taille d'une population. L'exclusion a des effets notables et puissants sur les conflits dans les deux scénarios. En outre, la polarisation ethnique s'avère négligeable. Polity2 a également un effet négatif conséquent sur le taux de mortalité associé à un conflit comme au préalable. L'indice DEMOC indique également un effet négatif important sur un conflit. Le PIB par habitant a désormais un effet important, mais négatif sur un conflit si l'on utilise le taux de mortalité en tant que variable dépendante, mais pas si l'on utilise les décès comme base. Les groupes démunis, le pourcentage de personnes victimes de discrimination et la production du pétrole restent des facteurs non pertinents comme dans les estimations préalables.

Les auteurs ont également utilisé des techniques d'évaluation différentes, telles que Logit et la méthode de moments généralisée (GMM), en tant que tests de mesure de la robustesse afin d'évaluer le modèle en utilisant l'intensité cumulée d'un conflit comme variable dépendante, ce qui a donné des réponses plus pertinentes aux spécifications du modèle que l'intensité d'un conflit et le nombre de décès/le taux de mortalité. Des évaluations ont donc été pratiquées à l'aide des modèles GMM et Logit. Elles étaient limitées à l'usage du modèle GMM pour le panel, et il n'a pas été possible de faire une évaluation dynamique du panel en raison du manque de données, pas plus qu'il n'a été possible d'employer l'estimateur en deux étapes de Arellano-Bond pour vérifier la présence de l'endogénéité. En raison du manque de données, les auteurs se sont contentés d'utiliser des effets fixes de période et des effets fixes invariants dans le temps sur les pays pour traiter de cette question.

Les résultats de l'estimation du panel avec le modèle GMM (non publiés) sont similaires aux estimations par la méthode des MCO, aussi bien en ce qui concerne le signe que les degrés de pertinence pour toutes les variables. Les résultats obtenus avec la méthode Logit sont publiés dans le tableau 10.7. Malgré les limitations inhérentes aux données, ils sont très similaires aux résultats précédents. Le coefficient de Gini a un effet important, mais négatif sur un conflit. Comme prévu, la polarisation et les populations exclues ont des effets notables sur les conflits. Les résultats confirment également une relation inversement proportionnelle entre démocratie et conflit. Si ces résultats s'avèrent probants, les auteurs de l'étude en reconnaissent néanmoins les limites, en particulier en raison du manque de données disponibles en matière d'inégalité de revenus et d'éducation, susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats.

10.5 Implications politiques et conclusions

Ce chapitre propose quelques implications politiques pertinentes dans le cadre d'un conflit violent et d'inégalités pluridimensionnelles en Afrique, attendu que les conflits violents sur ce continent découlent de ces inégalités. Se concentrer uniquement sur l'inégalité de revenus n'apportera pas nécessairement des résultats complets sur les moteurs des conflits en Afrique. Même en ce qui concerne un groupe lésé, aucun facteur n'est à lui seul une source de conflit. Si les meneurs des groupes s'intéressent davantage aux inégalités politiques entre groupes, leurs suiveurs sont plus motivés par les inégalités socioéconomiques.

Ce chapitre présente une combinaison de facteurs qui sont à l'origine des conflits en Afrique. Premièrement, un conflit est principalement induit par des inégalités non économiques, plutôt que par l'inégalité de revenus. Deuxièmement, la polarisation ethnique et religieuse semble avoir un effet supérieur à tout autre facteur sur les conflits. Troisièmement, l'exclusion a également des effets positifs conséquents. Quatrièmement, des systèmes plus démocratiques – qui s'éloignent d'un régime autocratique – ont un effet négatif notable sur les conflits.

Ces constatations permettent d'envisager certaines considérations politiques. Le fait qu'une inégalité de revenus (verticale) ait quelques effets modérateurs sur les conflits n'implique pas que l'inégalité économique

TABLEAU 10.7 Variable dépendante calculée avec le modèle Logit : intensité cumulée de conflits

Variable	1	2	3	4	5	6
GINI_NET	-0,108*** (0,028)	-0,109*** (0,027)	-0,109*** (0,027)	-0,135*** (0,034)	-0,085*** (0,026)	0,104 (0,092)
GINI_NET(-2)						-0,176** (0,089)
ETHPOLINDEX	6,103 (4,609)	5,990 (4,573)	5,961 (4,556)	9,627** (4,705)	2,927 (4,265)	9,031 (5,981)
POLITY2	-0,100** (0,046)	-0,097** (0,044)	-0,096** (0,044)	-0,158** (0,051)	-0,079** (0,042)	-0,104* (0,061)
GDPCAPL	0,027 (0,131)	0,014 (0,117)		-0,161 (0,153)	-0,056 (0,119)	0,160 (0,154)
EXCLPOP	2,418*** (0,838)	2,434*** (0,832)	2,465*** (0,793)	6,109 (5,184)	2,453*** (0,861)	1,728* (1,043)
OILPCL	-0,056 (0,234)			0,035 (0,253)		-0,551** (0,254)
DISCPOP				-1,014 (5,482)		
PWRLPOP				-5,369 (5,213)		
Effets fixes de période	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Effets fixes invariants dans le temps	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non
R-carré	0,144	0,144	0,144	0,206	0,108	0,139
S.E.	0,425	0,424	0,423	0,413	0,429	0,416
Test de validité de l'ajustement						
Andrew's Stat	21,4	18,2	16,2	25,8	30,5	25,7
Prob. Chi sq	0,017	0,050	0,093	0,003	0,007	0,004

ait une incidence. Cela inciterait à creuser davantage la question de l'inégalité de revenus au sein d'un groupe ainsi que d'autres facteurs déclencheurs de conflit.

Le rôle prépondérant de la polarisation ethnique et religieuse invite à prendre des mesures politiques immédiates. La montée d'un extrémisme et d'un fondamentalisme violents (par ex. Boko Haram dans la région du bassin du Tchad et Al-Shabaab en Somalie et au Kenya), les émeutes ethniques postélectorales au Kenya et le conflit prolongé en Côte d'Ivoire requièrent des systèmes inclusifs qui tiennent compte de toutes les religions et de la diversité ethnique. Des actions stratégiques et concrètes pour lutter contre la polarisation doivent être mises au point et fidèlement mises en œuvre afin d'empêcher la récurrence de conflits violents engendrés par la polarisation religieuse et ethnique. L'adoption d'une démarche pluriculturelle dans les institutions gouvernementales sans compromettre le principe de la méritocratie demeure cruciale dans la prévention de la violence à caractère ethnique.

La population exclue joue un rôle prépondérant dans l'explication d'un conflit. Des efforts visant à renforcer leur sentiment identitaire permettraient d'éviter l'apparition de conflits. En outre, la suppression des politiques et lois discriminatoires à l'encontre de la population exclue serait une stratégie dont les effets

s'apprécieraient à long terme. Toujours dans une démarche visant à réduire les disparités, une approche, qui peut s'exprimer à court terme, consiste à utiliser des actions positives et à établir des quotas. La formule du partage du pouvoir appliquée au Ghana et au Nigéria, où la présidence et la vice-présidence alternent entre le nord et le sud en est un bon exemple.

La prévalence d'un régime autocrate engendre la violence, tandis qu'une démocratie participative l'atténue. Favoriser la représentation des zones et des groupes désavantagés tend à réduire les griefs communautaires et la violence organisée. Il est également conseillé d'adopter la représentation proportionnelle en politique, par opposition au principe du *winners take all* (les gagnants raffent toute la mise), mais sans compromettre le rôle important que l'opposition joue dans la promotion de la bonne gouvernance. Une gouvernance décentralisée tend également à promouvoir l'inclusion et à rapprocher le gouvernement de ces citoyens dans certaines situations.

Bien que ce chapitre ne traite pas de l'inégalité au sein d'un groupe, les publications sont sans équivoque sur le fait que ce phénomène peut être associé à la faculté que les groupes ont d'alimenter la violence par l'accès à l'emploi et aux capitaux. Promouvoir des perspectives socio-économiques, y compris en matière d'emploi, d'accès au financement, d'accès aux services de santé et d'éducation, pour en citer quelques-uns, est essentiel pour éviter les griefs de groupes et les conflits violents. Des stratégies de développement complémentaires favorisant la croissance, l'emploi, et luttant contre la pauvreté restent des éléments clés pour maintenir une prospérité partagée, la paix et la stabilité. Il s'agit d'un aspect crucial, car il réduit l'offre de main-d'œuvre pour la poursuite des conflits violents.

RÉFÉRENCES

- ACLED (Armed Conflict Location and Event Data) Project.** 2015. *Conflict Trend (No. 41): Real-Time Analysis of African Political Violence, September 2015*. Disponible à l'adresse : www.crisis.acledata.com/the-effect-of-inequality-on-conflict-in-africa/
- Banque mondiale.** 2015. Coefficient de Gini (Estimations de la Banque mondiale). Disponible à l'adresse : <http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI>.
- _____. 2016. PovcalNet. Disponible à l'adresse : <http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.DDAY> (consulté en juillet 2016).
- Barrows, W.L.** 1976. Ethnic Diversity and Political Instability in Black Africa. *Comparative Political Studies*, 9(2), 139-170.
- Beegle, K., L. Christiansen, A. Dabalen et I. Gaddis.** 2016. *Poverty in a Rising Africa: An Overview*. Washington, D.C. Banque mondiale.
- Bhorat, H., K. Naidoo et K. Pillay.** 2016. Growth, Poverty and inequality Interactions in Africa: An Overview of Key Issues. *UNDP Working Paper Series, UNDP-RBA WPS N°1*, juin 2016.
- Bircan, C., T. Brück et M. Vothknecht** 2010. Violent Conflict and Inequality. *DIW Berlin Discussion Paper No. 1013*. Berlin.
- Cederman, L. Weidmann, N. et K.S. Gledditsch.** 2010. *Horizontal Inequalities and Ethno-Nationalist Civil War: A Global Comparison*. Paper prepared for presentation at Yale University, April 2010. Disponible à l'adresse : www.iq.harvard.edu/calendar
- Cederman, L., A. Wimmer et B. Min.** 2010. Why Do Ethnic Groups Rebel: New Data and Analysis. *World Politics*, 62(1), 87-119.
- Collier, P. et A. Hoeffler.** 2000. On the Incidence of Civil War in Africa. Disponible à l'adresse : <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.201.1596&rep=rep1&type=pdf>
- _____. 2004. Greed and Grievance in Civil War, *Oxford Economic Papers*, 56(4): 563-95.
- Collier, P., A. Hoeffler et D. Rohner.** 2008. *Beyond Greed and Grievance: Feasibility of Civil War*. Department of Economics, University of Oxford.
- Cornia, G.A. et B. Martorano.** 2016. Building the Integrated Database and the Seven Sins of Inequality Measurement in sub-Saharan Africa. *UNDP Working Paper Series, UNDP-RBA WPS N°2*, juin 2016.
- Cramer, C.** 2003. Does Inequality Cause Conflict? *Journal of International Development*, 15, p. 397-412.
- _____. 2005. *Inequality and Conflict: A Review of an Age-Old Concern*. United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD). *Identities, Conflict and Cohesion Programme Paper 11*. Genève, UNRISD.
- Dollar, D., W. Easterly et R. Gatti** (2000), *What Causes Political Violence? A Research Outline*. World Bank Development Research Group, Washington, D.C.

- Daouda, Y. H.** 2011. Conflits armés, inégalités et pauvreté : quelles interactions dans la région nord du Niger. Université de Tahoua, Niger, LAREFi, Groupe d'économie du développement université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Elbadawi, E. et N. Sambanis.** 2000. Why are there so many conflicts in Africa? Understanding and preventing violent conflict. *Journal of African Economies*, 9(3):244-69.
- Esteban J., et D. Ray.** 2011. Linking Conflict to Inequality and Polarisation. *American Economic Review*, 101, 1345-1374.
- Fearon, J. et D.D. Laitan.** 2003. "Ethnicity, Insurgency and Civil War". *American Political Science Review*, 97(1), 75-90.
- FMI (Fonds monétaire international).** 2015. *Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa, Dealing with Gathering Clouds*. Disponible à l'adresse : www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/afr/eng/sreo1015.htm.
- Gupta, K. D.** 1990. *The Economics of Political Violence: The Effect of Political Instability on Economic Growth*. Praeger, New York.
- Gurr, T.R.** 1993. *Minority at Risk: A Global View of Ethnopolitical Conflicts*. Washington D.C., United State Institute of Peace Press.
- Holmqvist, G.** 2012. Inequality and Identity: Causes of War? *Discussion Paper 72*, Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala. p.11.
- Huber, J.D. et L. Mayoral.** 2014. Inequality, Ethnicity and Civil Conflict. 7 juillet 2014. Disponible à l'adresse : polisci.columbia.edu/files/polisci/u86/huber%20mayoral_0.pdf.
- Humphreys, M.** 2002. *Economics and Violent Conflict*. Harvard CPI Portal on Economics and Conflict, Framework Paper, p. 2.
- IEP (Institute for Economics and Peace).** 2011. *Structures of Peace: Identifying What Leads to Peaceful Societies*. Disponible à l'adresse : <http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2011/09/Structures-of-Peace.pdf>.
- Lichbach, M. V.** 1989. An Evaluation of Does Economic Inequality Breed Conflict Studies. *World Politics*, 41(4):431-70.
- Midgley, J.,** (1984) *Social Security, Inequality, and the Third World*. Chichester : John Wiley and Sons.
- Montalvo, J.G. et M. Reynal-Querol.** 2005. Ethnic polarisation, potential conflict and civil wars, *American Economic Review*, 95(3): 796-816.
- Muller, E.N.** 1997. Economic determinants of democracy. In M.I. Midlarsky (éd.), *Inequality, Democracy and Economic Development*. Cambridge University Press, Cambridge.
- Nafziger, E., W. et J. Auvinen.** 2002. Economic Development, Inequality, War, and State Violence, *World Development*, 30(2), 153-163.
- Nagel, J.** 1974. Inequality and discontent: A non-linear hypothesis. *World Politics*, 26, 453-472.
- Oduola, A.F.** 2015. Fiscal Space, poverty and inequality in Africa. Paper presented at the 2015 African Economic Conference. Novembre 2015, Kinshasa, RDC.
- Østby, G.** 2008a. Inequalities, the Political Environment and Civil Conflict: Evidence from 55 Developing Countries. In F. Stewart (éd.) *Horizontal Inequalities and Conflict: Understanding Group Violence in Multi-ethnic Societies*. Basingstoke Palgrave Macmillan. P.136-59.
- _____. 2008b. Polarisation, Horizontal Inequalities and Violent Conflict. *Journal of Peace Research*, 45(2):143-162.
- PNUD - Bureau régional pour l'Afrique.** 2015. *Preventing and Responding to Violent Extremism in Africa*. Décembre 2015.
- Reynal-Querol, M.** 2002. Ethnicity, political systems and civil wars, *Journal of Conflict Resolution*, 46(1): 29-54.
- Sambanis, N.** 2004. Poverty and the Organisation of Political Violence. In: *Globalisation, Poverty, and Inequality. Brookings Trade Forum*. Washington D.C. : Brookings Institution Press, p. 165-211.
- Smidt M., L. Vernaccini, P. Hachemer et T.D. Groeve.** 2016. JRC Technical Reports: The Global Conflict Risk Index (GCRI) – Manual for Data Management and Product Output. European Union, Italy.
- Solt, Frederick.** 2014. The Standardized World Income Inequality Database. Working paper. SWIID Version 4.0. Septembre 2013.
- Stewart, F.** 2008. *Horizontal Inequalities and Conflict: Understanding Group Violence in Multi-ethnic Societies*. Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Stewart, F.** 2010. Horizontal Inequalities as a Cause of Conflict: A Review of CRISE Findings. *World Development Report 2011 Background Paper*. Disponible à l'adresse : www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2011/06/01/000386194_20110601051301/Rendered/PDF/620380WP0HORIZOBOX0361475B00PUBLIC0.pdf.
- Swearingen, M.** 2010. Group Inequality and Conflict: Some Insights for Peacebuilding. Washington, D.C., *United States Institute of Peace*.
- The Fund for Peace.** 2016. Fragile States Index 2016. Washington, D.C.
- Willems, Rens.** 2012. When do inequalities cause conflict? Focus on citizenship and property rights. December 2012. Disponible à l'adresse : www.thebrokeronline.eu/Articles/When-do-inequalities-cause-conflict.
- Wimmer, A., L.E. Cederman et B. Min.** 2009. Ethnic Politics and Armed Conflict: A Configurational Analysis of a New Global Dataset. *American Sociological Review*, 74, 316-337.